



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

SEPTEMBRE 2016

Accélérateurs pour la mise en place d'écosystèmes de paiements numériques inclusifs



LA NUMERISATION DES PAIEMENTS
DANS LES ECONOMIES EMERGENTES
POURRAIT D'ICI

2025

Accroître le
PIB de
3,7
milliards
de dollars



Réduire les « détournements »
des dépenses publiques de

110
milliards de
dollars par an



Créer
95 millions
d'emplois dans le secteur formel



Donner accès aux
services financiers à
1,6 milliard
de la population mondiale non bancarisée

dont plus de **50%** sont des femmes et,

45% appartiennent aux couches les
plus vulnérables de la société

RAPPORT SUR LES ACCÉLÉRATEURS

De nombreux États et administrations publiques recueillent d'ores et déjà de grands bénéfices tirés de la numérisation des paiements. Toutefois, les succès obtenus soulèvent certaines questions : Pourquoi tant de pays en développement et émergents n'en sont-ils qu'aux premiers stades de l'élimination des paiements en numéraire ? Pourquoi les réussites n'ont-elles pas été généralisées ?

Force est de constater que malgré les preuves patentes des impacts positifs de la mise en place d'une économie numérique, il n'y a pas encore de cadre cohérent adaptable aux spécificités de terrain que les autorités administratives et les entreprises peuvent appliquer pour récolter les fruits de ces innovations. Cela provient en partie de la forte fragmentation des connaissances disponibles à propos des paiements numériques. En l'absence d'un cadre analytique plus large et cohérent, les États et administrations publiques ainsi que les entreprises privées n'ont pas pu mieux apprendre de l'expérience d'autres marchés et acteurs en ce qui concerne la mise en place d'un système de paiements numériques de la manière la plus efficace possible.

Le présent rapport donne des réponses à cet enjeu. Il passe en revue 25 pays dans lesquels la numérisation des paiements a eu un impact considérable et propose 10 mesures concrètes, appelées « accélérateurs », que les autorités étatiques et administratives ainsi que les entreprises peuvent prendre pour faire émerger une économie et un développement encore plus inclusifs.

Il n'est pas nécessaire d'appliquer toutes ces mesures en même temps. En effet, le contexte et la situation du marché considéré détermineront celles d'entre elles qui seront les plus appropriées. Toutefois, avec ces accélérateurs, les décideurs qu'ils soient politiques, régulateurs ou chefs d'entreprises, disposent dorénavant d'une feuille de route actionnable, établie par d'autres pairs qui sont parvenus à réaliser des résultats probants sur la voie de l'instauration d'une économie et un développement inclusifs.

Accélérateurs

POUR LA MISE EN PLACE D'ÉCOSYSTÈMES
DE PAIEMENTS NUMÉRIQUES

1

Promouvoir une infrastructure d'acceptation commerciale



2

Tirer parti des réseaux ou plateformes en place pour fournir les produits et services de paiement numérique



3

Mettre en place une infrastructure numérique partagée pour les acteurs



4

Établir l'interopérabilité



5

Élaborer un programme d'identification unique



6

**Numériser
les paiements dans
les cas d'utilisation
fréquents**



7

**Numériser
les paiements
étatiques
et commerciaux**



8

**Numériser la
collecte des
recettes de l'État**



9

**Mettre en place une réglementation favorisant
l'innovation dans l'écosystème de
paiements numériques ainsi que
les pratiques responsables**



10

**Appliquer des politiques qui
encouragent les paiements
numériques tout en accroissant
les avantages pratiques**



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Il s'est constitué un vaste corpus de connaissances détaillées sur l'apport potentiels des paiements numériques pour améliorer les conditions de vie tant au niveau personnel, communautaire que national. Toute une gamme d'études a démontré que le passage des paiements en espèces aux paiements numériques peut accroître la productivité et la croissance économique, améliorer la transparence, augmenter les recettes fiscales, élargir l'inclusion financière et ouvrir de nouvelles opportunités économiques, tout particulièrement pour les femmes et les communautés défavorisées. Les dirigeants du G20 et le Comité sur les Infrastructures de Paiement et de Marché ont respectivement élaboré des principes directeurs pour l'inclusion financière incorporant des dimensions de paiements numériques.

Néanmoins, ces connaissances sur les avantages et les principes directeurs des paiements numériques restent fragmentées et il n'existe pas à ce jour de cadre analytique assez large et cohérent qui s'appliquerait aussi bien aux entreprises privées qu'aux instances publiques et de régulation. D'où les difficultés qu'éprouvent encore de nombreuses parties prenantes pour déterminer les mesures supplémentaires qu'elles pourraient déployer afin de favoriser l'instauration d'une économie dans laquelle le numéraire jouerait un rôle moindre. Beaucoup de ces mesures exigent une coordination entre de multiples acteurs : instances administratives (centrales, décentralisées, voire, communautaires), banques (centrale et commerciales), compagnies de télécommunications, détaillants et autres entreprises, les consommateurs etc.

La présente étude vise à remédier à ces difficultés en intégrant au sein d'un cadre analytique unique et cohérent le corpus actuel de connaissances sur la numérisation des paiements, réunissant toute la gamme des mesures disponibles pour impulser ce processus. Elle identifie 10 des méthodes les plus efficaces pour accélérer la transition des paiements en numéraire aux paiements numériques, dites ici « accélérateurs ». Elle propose aussi des indications spécifiques auxquelles les parties prenantes pourront se reporter aux fins de l'application optimales des accélérateurs, pour favoriser l'adoption des paiements numériques et l'émergence des écosystèmes de paiements numériques inclusifs.

ACCÉLÉRATEURS DES PAIEMENTS NUMÉRIQUES

Les accélérateurs des paiements numériques sont des activités dont il a été démontré qu'elles ont des effets positifs notables sur l'instauration d'un écosystème inclusif de paiements numériques. Une bonne compréhension de ces accélérateurs peut améliorer la coordination et la collaboration entre différents marchés et aider les participants à déterminer quelles sont les approches optimales d'accroissement de l'adoption et de l'utilisation des paiements numériques dans leurs marchés respectifs. On notera toutefois qu'il n'est pas nécessaire que les pays appliquent nécessairement tous les 10 accélérateurs afin de progresser de manière efficace vers l'instauration d'une économie dans laquelle le numéraire jouerait un rôle moindre. Ainsi, ils peuvent appliquer chaque accélérateur retenu de manière indépendante mais surtout selon la pertinence estimée vis-à-vis du contexte.

On trouvera résumés ci-dessous les 10 accélérateurs identifiés, des explications détaillées étant fournies dans le corps du présent rapport.

1 Promouvoir une infrastructure d'acceptation commerciale

La promotion de l'établissement d'une infrastructure d'acceptation commerciale sur toute la gamme des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) peut accroître l'utilisation des paiements numériques tant de la part des consommateurs que de celle des grands acteurs de la chaîne de valeur (P2B, B2B). Toutefois, l'élaboration d'un argumentaire convaincant est souvent nécessaire pour obtenir l'adhésion des acteurs commerciaux. Le gouvernement suédois a fourni des incitatifs aux banques, dans les années 1990, pour les amener à investir dans une infrastructure d'acceptation et d'utilisation des paiements numériques. En conséquence de quoi, même certains segments de la population notamment les sans-abris font usage de ces modes de paiements. Cet exemple illustre l'omniprésence actuelle de l'infrastructure d'acceptation à tous les niveaux de la société suédoise.

2 Tirer parti des réseaux ou plateformes en place pour fournir les produits et services de paiement numérique

L'emploi des réseaux en place peut contribuer à une extension rapide des services de paiements numériques atteignant des bases d'utilisateurs élargies (P2B, P2P, P2G). L'emploi de ressources existantes peut également renforcer les arguments en faveur d'un passage aux paiements numériques, en ce qu'il réduit le coût et le temps requis pour la mise en place de réseaux d'agents et pour la commercialisation auprès de nouveaux utilisateurs. En Chine, lorsque Tencent a adopté les paiements numériques, elle a tiré parti du succès et de la solide base d'utilisateurs de son produit de réseau social WeChat, ce qui lui a permis de concurrencer l'acteur dominant Alipay. De 2014 à 2015, la part de marché des paiements numériques de Tencent a doublé pour s'établir à 20 %.

3 Mettre en place une infrastructure numérique partagée pour les acteurs

La présence d'une infrastructure numérique partagée, avec par exemple des interfaces de programmes d'application (API) ouvertes et des solutions d'échange de données, peut réduire les obstacles qui s'opposent à l'entrée et permettre de promouvoir l'innovation. Le X-Road de l'Estonie est une

TANZANIE

La Tanzanie a récupéré

175 millions de dollars

des détournements de ses recettes annuelles et pourrait accroître son PIB annuel de

1,8 milliard de dollars.

INDE

L'Inde a économisé

2 milliards de dollars

grâce à la réduction des détournements à la suite de la numérisation des subventions des carburants.



PAKISTAN

Au Pakistan, la valeur des transactions en argent mobile a augmenté de

225 %

en l'espace de trois trimestres, entre 2014 et 2015, grâce à l'interopérabilité.

plateforme d'échange de données qui relie 939 institutions publiques et privées et offre 1 723 services. Les gains d'efficacité qui lui sont dus sont estimés pour l'année 2014 à un équivalent de 2,8 millions d'heures de travail.

4 Établir l'interopérabilité

L'interopérabilité au sein de l'écosystème de paiements numériques réduit les obstacles qui limitent les transactions numériques à une seule plateforme de paiement. Elle accroît le nombre de canaux dont disposent les utilisateurs pour effectuer ces transactions et cet élargissement des choix de produits ou de services peut favoriser l'acceptation. L'établissement de l'interopérabilité exige un niveau de collaboration appréciable entre les participants. Le contexte du marché, et notamment son niveau de fragmentation, est un facteur clé à prendre en considération à cet égard. En Tanzanie, en raison de la fragmentation des parts de marché, réparties entre quatre acteurs, l'interopérabilité était indispensable pour accroître le volume des transactions. Après l'application de mesures appropriées, la Tanzanie a vu la valeur de ses transactions mobiles devenir 3,5 fois plus grande que celle des transactions hors ligne.

5 Élaborer un programme d'identification unique

La mise en place d'un système d'identification hébergé dans une base de données centralisée accessible aux acteurs du secteur public et du secteur privé pour procéder à des vérifications d'identité peut favoriser l'adoption des paiements numériques et l'inclusion financière. Des dispositions de protection des consommateurs sont essentielles pour assurer le dû respect de la vie privée, la sécurité et le contrôle des données. Le système Aadhaar élaboré par le gouvernement de l'Inde attribue un numéro d'identification unique, appuyé par des données biométriques, à plus d'un milliard des 1,2 milliard d'habitants du pays. De multiples entités du secteur public et du secteur privé peuvent authentifier l'identité des personnes répertoriées dans la base de données du système, à laquelle ont accès les participants à l'écosystème à des fins de vérification.

6 Numériser les paiements dans les cas d'utilisation fréquents

La détermination des cas de transactions fréquentes, entre les personnes et les entreprises, et la numérisation des paiements correspondants (P2B, P2P, B2B et B2P) peuvent favoriser l'acclimatation à ces modes de paiements et accroître le volume des transactions numériques. La formule du « paiement à l'utilisation », ou « prépayée » ou encore en anglais « pay as you go », dans le cas de l'énergie a permis de déployer des solutions efficaces appréciées par tous les acteurs modulant des coûts plus accessibles. La numérisation des paiements correspondant à cette utilisation courante habitue également les consommateurs aux paiements numériques. Au Rwanda, Mobisol a constaté que les consommateurs étaient des usagers actifs d'argent mobile et effectuaient 1,7 transaction par mois utilisant le système du paiement à l'utilisation, soit à une fréquence bien supérieure à la moyenne du secteur qui est d'une transaction tous les 90 jours.

7 Numériser les paiements étatiques et commerciaux

La numérisation des paiements des instances gouvernementales et des entreprises (G2P, G2B, B2B et B2P) est un moyen fortement catalyseur pour la mise en place d'un écosystème de paiements numériques. Des programmes pionniers menés dans ce domaine montrent l'importance de la prise en

considération de l'écosystème financier existant lors de la numérisation des paiements étatiques et commerciaux. Le Brésil a numérisé ses paiements G2P par le biais de son programme « Bolsa Familia » (bourse familiale) qui a regroupé de multiples programmes préexistants de transferts monétaires conditionnels en une seule carte électronique de prestations reliée à des comptes bancaires ouverts dans une banque publique. Ceci a permis au gouvernement d'économiser 31 % des coûts de transactions et a ouvert l'accès à un compte en banque aux ménages les plus pauvres du Brésil. En effet, les bénéficiaires de Bolsa Familia représentant un quart de la population du pays. Par ailleurs, un écosystème inclusif de paiements numériques et fonctionnant bien peut aider les entreprises à repérer les flux de paiements dont la numérisation contribuera à un accroissement de leurs rendements et à une réduction des coûts de leurs activités.

MEXIQUE



Du fait de la mise en place de

20 000

dispositifs aux points de vente, le Mexique a connu un taux de croissance de

17 % de ce type de transactions de 2014 à 2017.

URUGUAY

Le gouvernement de l'Uruguay a réduit le taux d'imposition des paiements numériques, ce qui a conduit à une multiplication par **7** du nombre de transactions par cartes de débit.

NIGÉRIA

Suite à l'adoption d'une politique nationale de transactions électroniques, le volume des paiements numériques a augmenté de

14 % par an de 2012 à 2015.



8 Numériser la collecte des recettes de l'État

La numérisation des recettes de l'État (administration et ses démembrements) (P2G, B2G) habitue les particuliers et les entreprises aux paiements numériques et accroît l'efficacité des transactions. Ce faisant, les entités administratives peuvent collaborer avec les acteurs du secteur privé pour accéder à des capacités techniques importantes. Les initiatives concernant les paiements P2G et B2G connaissent une efficacité maximale lorsque l'administration tient compte de l'écosystème financier existant. En Tanzanie, la numérisation des paiements B2G au port de Dar es-Salaam a permis au gouvernement de réduire les détournements de 175 millions de dollars annuellement et d'accroître de PIB de 1,8 milliard de dollars grâce aux gains d'efficacité.

9 Mettre en place une réglementation favorisant l'innovation dans l'écosystème de paiements numériques ainsi que les pratiques responsables

La réglementation évolue avec une efficacité maximale lorsque les instances de réglementation et les décideurs politiques comprennent les lacunes et les obstacles présentés par les dispositions en vigueur, tirent parti de consultations avec les parties prenantes et œuvrent en étroite collaboration pour formuler les règlements ou les actualiser. Le règlement de 2005 de Sri Lanka relatif aux paiements numériques ne promouvait pas l'inscription au service de banque mobile eZ Pay ni son usage actif. Suite à une révision en 2012 qui remédiait à ses imperfections, le service relancé a connu une réussite considérable et compte, à la date de rédaction du présent rapport, 2,2 millions d'abonnés.

10 Appliquer des politiques qui encouragent les paiements numériques tout en accroissant les avantages pratiques

Nombre de pays appliquent des mesures qui encouragent ou contraignent l'administration, les entreprises privées et les particuliers à cesser d'utiliser les paiements en espèces, parfois sous forme de politiques dissuasives. Il est toutefois important de tenir compte de la volonté d'adopter les paiements numériques et de la présence de l'infrastructure voulue pour procéder à la numérisation à une vitesse appropriée. En Suède, par exemple, les politiques autorisant les entreprises et les banques à refuser les paiements en espèces sont appropriées dans un pays où 2 % seulement des transactions se font selon ce mode de paiement, mais ne le seraient pas dans un pays qui y ont plus largement recours, où elles risqueraient d'exclure des segments importants de la population.

La présente étude dégage également un certain nombre de leçons clés sur la façon la plus efficace d'appliquer ces accélérateurs. Il s'agit notamment de (1) tenir compte du contexte des marchés, (2) d'investir judicieusement dans la mise en œuvre et (3) d'effectuer soigneusement des recherches sur les comportements des consommateurs. Ces trois étapes sont essentielles à une mise en place efficace des accélérateurs identifiés dans l'étude. Ces étapes constituent la plupart du temps les préalables dont dépend au premier chef la bonne applicabilité de l'accélérateur considéré.

Étant donné la complexité résultant du volume d'options dont disposent les participants au sein d'un écosystème donné, la présente étude est accompagnée d'une trousse pratique visant à aider les décideurs politiques et de régulation, ainsi que les autres parties prenantes à faire usage des accélérateurs de la manière la plus appropriée possible compte tenu du contexte de leurs marchés. Cette trousse a pour objet d'aider les entités étatiques et administratives, les entreprises et les partenaires au développement tout au long du processus qu'ils engagent pour numériser les paiements.

La série des recherches de l'Alliance Better Than Cash

Notre série d'études de cas et de diagnostics de pays a pour objet de présenter des exemples spécifiques de passage des paiements en espèces aux paiements numériques qu'ont effectué des entités étatiques et administratives, des entreprises et des organisations internationales. Chaque étude de cas et diagnostic de pays propose à un large public des aperçus sur les facteurs qui ont favorisé le processus de numérisation et sur ceux qui y ont fait obstacle; elle présente également les principaux résultats et les avantages de l'élimination progressive du numéraire. Nous espérons que nos lecteurs seront en mesure d'adapter les enseignements de ces cas aux spécificités de leur contexte et de leur situation locale.

Remerciements

La présente étude analyse les mesures prises par certains pays pour accélérer le passage des paiements en espèces aux paiements numériques et propose des mesures spécifiques que les parties prenantes peuvent déployer pour accroître l'adoption et l'utilisation des paiements numériques. Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude aux personnes suivantes qui ont contribué au processus de recherche et sans lesquelles celui-ci n'aurait pas pu être mené à bien : Matthew Homer, Conseiller Principal en Politiques de l'USAID, Bitange Ndemo, ancien Secrétaire Permanent du Ministère de l'Information et des Communications du Kenya, Loretta Michaels, Conseillère Principale en Politiques du Département du Trésor des États-Unis, Pia Bernadette Roman Tayag, de la Banque Centrale des Philippines, Rosita Najmi, de la Fondation Bill & Melinda Gates, Beatriz Marulanda, du Cabinet Marulanda Consultores, Eshanthi Ranasinghe, du Réseau Omidyar, Amina Tirana et Stacy Pourfallah, de Visa, Michael McEvoy, de MasterCard, et Ryan Zagone, de Ripple, qui ont généreusement fait don de leur temps, de leurs idées et de leur perspective mondiale sur la numérisation des paiements.

BILL & MELINDA
GATES *foundation*



WWW.BETTERTHANCASH.ORG

Au sujet de l'Alliance Better Than Cash

L'Alliance Better Than Cash est une coalition globale des Nations Unies qui réunit plus de 60 membres, dont des États provenant des 5 continents, des institutions internationales de premiers rangs et des organisations privées à dimension mondiale. L'Alliance collabore de manière étroite avec d'autres acteurs mondiaux et est membre du GPFI, l'organe d'implémentation de la stratégie d'inclusion financière du G20.